



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Pôle Administratif des Installations classées

Le préfet de la Haute-Savoie

Annecy, le 04 octobre 2024

Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

**Arrêté n°2024-0079 du 04/10/2024
Portant mise en demeure de la société PORTIGLIATI à Cluses
N° SIRET : 315 444 620 00019**

VU le code de l'environnement et notamment le point I de l'article L.171-8,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Yves LE BRETON, Préfet, en qualité de Préfet de la Haute-Savoie,

VU le décret du 6 décembre 2022, nommant M. David-Anthony DELAVOËT, administrateur de l'État hors classe, détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2022-148 du 15 décembre 2022 donnant délégation de signature à Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral PAIC-2020-0101 du 21 décembre 2020 autorisant la société PORTIGLIATI, dont le siège social est situé Zone Industrielle de la Maladière, 605 rue de Jumel, 74 300 Cluses, à exploiter à la même adresse, un établissement exerçant des activités de regroupement, transit, traitement de déchets métalliques, de batteries ainsi que de véhicules hors d'usage,

VU le rapport de l'inspection des installations classées, daté du 05 septembre 2024 établi suite à la visite du site de la société PORTIGLIATI réalisée le 27 août 2024,



CONSIDÉRANT que lors de la visite du 27 août 2024, l'inspection des installations classées a constaté que les dispositions de l'article 2.4.4.4 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2020, relatives à la gestion des eaux pluviales, n'étaient pas respectées alors que l'échéance du 30 juin 2022 prescrite pour leur mise en œuvre était dépassée,

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 27 août 2024, l'inspection des installations classées a constaté que les dispositions de l'article 2.4.7.2 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2020, relatives à la gestion et au confinement des pollutions, n'étaient pas respectées alors que l'échéance du 30 juin 2022 prescrite pour leur mise en œuvre était dépassée,

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 27 août 2024, l'inspection des installations classées a constaté que les dispositions de l'article 2.4.7.3 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2020, relatives à la gestion des eaux d'extinction incendie, n'étaient pas respectées alors que l'échéance du 30 juin 2022 prescrite pour leur mise en œuvre était dépassée,

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 27 août 2024, l'inspection des installations classées a constaté que les dispositions de l'article 2.4.5.2 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2020, relatives aux limites de rejets de ses effluents liquides, n'étaient pas respectées,

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 27 août 2024, l'inspection des installations classées a constaté que les dispositions de l'article 2.6.1.7 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2020, relatives à la réalisation d'une étude visant à proposer des dispositions permettant de s'affranchir du risque de sortie du flux thermique de 3 kW/m² à l'extérieur de l'établissement en situation accidentelle, n'étaient pas respectées, alors que le délai de 6 mois, imparti pour sa réalisation, était échu,

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 27 août 2024, l'inspection des installations classées a constaté que les dispositions de l'article 2.6.1.7 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2020, relatives à la mise en œuvre des dispositions proposées par l'étude prescrite par le même article, n'étaient pas respectées, alors que l'échéance du 30 juin 2022 prescrite pour leur mise en œuvre était dépassée,

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 27 août 2024, l'inspection des installations classées a constaté que les dispositions de l'article 2.6.3.2 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2020, relatives au désenfumage, n'étaient pas respectées alors que l'échéance du 30 juin 2022 prescrite pour leur mise en œuvre était dépassée,

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 27 août 2024, l'inspection des installations classées a constaté que les dispositions de l'article 2.6.5.1 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2020, relatives aux moyens de lutte contre l'incendie, n'étaient pas respectées alors que l'échéance du 30 juin 2022 prescrite pour leur mise en œuvre était dépassée,

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 27 août 2024, l'inspection des installations classées a constaté que les dispositions des articles 2.3.4.2 et 2.3.4.3 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2020 relatives à la surveillance des effluents atmosphériques, n'étaient pas respectées et que les analyses de ces effluents n'étaient pas réalisées annuellement,

VU l'absence d'observation de la part de l'exploitant à la fin du contradictoire ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Savoie,

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société PORTIGLIATI, dont le siège social est situé Zone Industrielle de la Maladière, 605 rue Jumel, 74 300 Cluses, est mise en demeure, dans son établissement exploité à la même adresse et de numéro SIRET 31544462000019, de respecter les dispositions listées ci-après :

- sous un délai de 12 mois, mettre en conformité son établissement avec les dispositions de l'article 2.4.4.4 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2020, relatives à la gestion des eaux pluviales,
- sous un délai de 12 mois, mettre les sols de son établissement en conformité avec des dispositions de l'article 2.4.7.2 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2020, relatives à la gestion et au confinement des pollutions,
- sous un délai de 12 mois, mettre en conformité son établissement avec les dispositions de l'article 2.4.7.3 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2020, relatives à la gestion des eaux d'extinction incendie,
- sous un délai de 12 mois, respecter les limites réglementaires applicables aux rejets liquides de son établissement, prescrites par l'article 2.4.5.2 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2020,
- sous un délai de 3 mois, réaliser l'étude prescrite par l'article 2.6.1.7 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2020 visant à proposer des dispositions permettant de s'affranchir du risque de sortie du flux thermique de 3 kW/m² à l'extérieur de l'établissement en situation accidentelle,
- sous un délai de 12 mois, mettre en oeuvre les dispositions objet des conclusions de l'étude réalisée en application de l'article 2.6.1.7 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2020,
- sous un délai de 12 mois, mettre en conformité le système de désenfumage du bâtiment de surface 2200m²,
- sous un délai de 12 mois, faire application des dispositions de l'article 2.6.5.1 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2020, relatives aux moyens de lutte contre l'incendie,
- sous un délai de deux mois, réaliser une campagne d'analyse des effluents atmosphériques de l'établissement, dans les conditions prescrites par les articles 2.3.4.2 et 2.3.4.3 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2020.

Article 2

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1^{er} ne seraient pas satisfaites dans le délai imparti par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues au point II de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Les délais s'entendent à compter du jour de la notification du présent arrêté.

Article 3

Le présent arrêté sera notifié à la société PORTIGLIATI.

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, par courrier ou par le biais du portail « Télérecours citoyens », accessible au public à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr/> dans les délais prévus à l'article R. 514-3-I du même code :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions,

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Article 4

Monsieur le secrétaire général de la préfecture et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée au maire de Cluses.

Pour le préfet,
Le Secrétaire général,



David-Anthony DELAVOËT